

Rencontres en visio-conférence des conseils citoyens Synthèse n°2 – 2 avril mars 2020

A la suite des deux premières rencontres en visio-conférences organisées lundi 23 et mardi 24 mars (dont le compte-rendu [est disponible ici](#)), deux nouvelles rencontres ont été programmées lundi 30 mars à 20h et mercredi 1 avril à 10h. Elles ont réuni 35 personnes issues de différents départements.

L'objectif de ces nouvelles rencontres était d'affiner/compléter les constats exprimés lors des premières rencontres, de partager les pratiques et les questions liées au rôle des conseils citoyens pendant cette période et enfin d'élaborer ensemble le contenu des prochaines rencontres.

1. Compléments à l'état des lieux

Même si le confinement est globalement respecté dans les quartiers représentés, l'état des lieux élaboré pendant les premières rencontres reste valable, en particulier la difficulté pour les jeunes à respecter le confinement.

A cela s'ajoute plusieurs faits alarmants et des inquiétudes :

- 4 participants ont noté le fait que le trafic de drogue (et autres trafics, notamment les masques de protection volés), loin de se réduire pendant cette période, avait tendance à se développer, dans un contexte où les forces de police fonctionnent, à certains endroits, en effectifs réduits.
- 3 participants ont assisté à des interventions des forces de l'ordre liées à des violences intra-familiales et expriment leur inquiétude quant au développement de ces violences si le confinement se poursuit durablement.
- 2 participants ont fait état du fait que les parties communes des immeubles de leur quartier n'étaient plus nettoyées. Des démarches vis-à-vis des bailleurs sont en cours.
- Les participants constatent que les adultes-relais ne sont globalement plus présents sur le terrain, les associations qui les emploient ayant souhaité les protéger. De fait, la médiation sociale est désormais absente dans de nombreux quartiers.
- Une inquiétude : les jardins solidaires qui existent dans plusieurs quartiers et qui fournissent un apport alimentaire non-négligeable pour des personnes à très faibles revenus, ne vont pas pouvoir être entretenus. Les conseillers concernés demandent que ces jardins soient autorisés à fonctionner.
- Autre inquiétude : le décrochage scolaire lié à la difficulté des certaines familles d'assurer la continuité éducative, à cause de la non-maîtrise de la langue et/ou de l'absence de matériel informatique. Des initiatives (qui existent déjà localement) de récupération et de distribution de matériel reconditionné sont plébiscitées.
- Une autre inquiétude partagée par l'ensemble des participants : l'arrivée des vacances scolaires, qui va rendre encore plus difficile le confinement des enfants (surtout si le beau temps est de la partie...).

Face à cette dernière inquiétude, plusieurs idées ont été exprimées :

> nationalement, développer la diffusion de programme ludo-éducatifs (comme ce que fait actuellement France 4, mais en en mode "vacances") sur les chaînes du service public. Idéalement ces programmes devraient être diffusés en plusieurs langues.

> localement, organiser des "challenge" et autres "rallyes" via les réseaux sociaux portant sur des activités à faire à la maison

2. État des lieux des actions solidaires engagées par les conseils/conseillers citoyens

De nombreux conseils citoyens présents lors de ces rencontres sont déjà passés à l'action. Signalons en particulier les cas des conseils citoyens de Brignoles, Toulouse, Sully-sur-Loire et Caen, qui feront l'objet de focus détaillés sur conseilscitoyens.fr.

De manière générale, les initiatives présentées visent à faciliter le confinement, de différentes manières :

- information des habitants en utilisant les outils numériques. L'application Whatsapp est notamment plébiscitée par de nombreux conseils.
- impression d'attestation de sorties et distribution dans les boîtes aux lettres
- dépôt d'attestation chez les commerçants du quartier pour que les personnes sorties sans attestation puissent se mettre immédiatement en règle et en prendre pour les prochaines sorties
- impression d'affiches de prévention ou d'information sur des dispositifs (solidarite-numerique.fr notamment) pour affichage des halls d'immeubles
- offre de bénévolat (courses, médicaments) individuelles ou collectives (création de groupes d'entraide) via des affiches dans les halls d'immeubles ou via les commerçants du quartier
- recensement des familles en difficulté pour la continuité éducative et lien avec l'école, impression des devoirs.

Une difficulté : identifier les personnes isolées ayant besoin d'aide.

Même si le bouche-à-oreille fonctionne sur ce sujet, certains conseillers ont exprimé leur frustration de ne pas avoir accès à une information plus exhaustive. Une proposition : demander aux CCAS, qui ne peuvent pas légalement diffuser les coordonnées dont ils disposent, de diffuser à l'inverse les coordonnées des bénévoles à ceux qui peuvent en avoir besoin.

Un constat général : la mobilisation inégale des conseils citoyens

Tous les conseils ne sont pas égaux pour se mobiliser : les conseils les plus dynamiques (avec un nombre de membres important et/ou disposant d'outils de communication interne performants) ont évidemment plus de facilité à coordonner et agir. Tandis que les conseils qui constataient déjà une démobilité de leurs membres dans le contexte déjà peu favorable des élections municipales (a fortiori si ces membres sont âgés et se considèrent de manière légitime comme une population « à risque ») ont plus du mal à trouver les leviers pour agir. De ce fait, il faut distinguer les initiatives collectives et concertées des conseils citoyens, pour l'instant peu nombreuses, des initiatives individuelles de conseillers qui, passé un premier moment de « stupeur », semblent se multiplier actuellement.

Un positionnement difficile à trouver

Il faut enfin signaler que le débat qui a émergé pendant les premières rencontres reste toujours valable : faut-il promouvoir un confinement strict ou au contraire aller vers les personnes en difficulté ? A cela s'ajoute une autre question : jusqu'où les conseils/conseillers citoyens doivent-ils aller dans leurs initiatives ? Certains participants pointent le risque de se substituer aux pouvoirs publics ou à d'autres acteurs locaux et souhaitent résister au discours de « culpabilisation » des conseils citoyens qu'ils perçoivent, visant à leur demander de s'investir toujours plus. **Un consensus s'est établi sur le fait que les conseillers ne doivent pas se substituer aux pouvoirs publics et que les conseils citoyens doivent plutôt se positionner en relais, en « force d'appoint », en complément des autres « forces vives » du territoire.**

3. Les suites demandées sur conseilscitoyens.fr

Les 4 visio-conférences organisées par conseilscitoyens.fr ont été jugées très utiles par les participants, mais d'autres modalités de communication sont désormais demandées :

- **des visio-conférences ciblées sur des thématiques ou des projets particuliers**, en lien ou pas avec la situation actuelle. Les participants souhaitent en effet travailler sur des sujets de fond tels que la remobilisation de leurs conseils à l'issue de la période de confinement et/ou bénéficier d'apports sur les « fondamentaux » des conseils citoyens (rappel du cadre de référence) car ces échanges ont montré des modalités d'organisation très différentes d'un territoire à l'autre. Par ailleurs, certains conseillers proposent de profiter de cette période pour présenter les projets dont ils sont fiers. Des visio-conférences ciblées sur des projets particuliers pourraient donc être organisées.
- **Un « espace-ressources » sur le coronavirus sur conseilscitoyens.fr** : une page du site centralisant les ressources et les initiatives des conseils citoyens liés à cette période particulière.